

En RD Congo, Félix Tshisekedi de plus en plus sous pression

Changement de Constitution, partisans de l'ancien régime traqués, manifestations réprimées, corruption... La gouvernance de Félix Tshisekedi est de plus en plus soumise aux critiques tandis que la situation dans l'Est ne progresse pas, au contraire de l'épidémie d'Ebola, devenue incontrôlable.

> **COLETTE BRAECKMAN** > 28 JUILLET 2026

EN MARQUANT UN BUT DE DERNIÈRE MINUTE CONTRE LE PORTUGAL, LES LÉOPARDS DE la République démocratique du Congo (RD Congo), déployés dans le stade de Houston le 17 juin, ont offert quelques moments de bonheur à leurs compatriotes qui suivaient avec passion la Coupe du monde de football (11 juin-19 juillet). De Kinshasa à Goma en passant par Lubumbashi, Bruxelles ou Paris, le drapeau de la RD Congo a flotté haut ¹, pour la première fois depuis cinquante-deux ans, l'époque de Mobutu Sese Seko (au pouvoir de 1965 à 1997).

Installé dans la tribune d'honneur de Houston, le président congolais, Félix Tshisekedi, n'a pas boudé son plaisir. Aucun de ses compatriotes ne lui a reproché d'avoir préféré le suspense du foot à une réunion convoquée à New York, au même moment, par l'OMS, exclusivement consacrée à la lutte contre l'épidémie d'Ebola. La variante dite de Bundibugyo, née dans l'Ituri, le « grand Nord » de la RD Congo, progresse implacablement, entraînant des centaines de victimes. Dans un contexte régional marqué par la guerre, les exodes et l'insécurité, les populations n'appliquent guère les consignes données par un pouvoir rebelle, celui du M23, considéré comme une force d'occupation.

L'inquiétude suscitée par la propagation du fléau a d'ailleurs failli faire échouer le déplacement présidentiel, car les États-Unis, soucieux d'empêcher une éventuelle

contagion, avaient drastiquement réduit l'accès à leur territoire aux ressortissants de la RD Congo, y compris à l'escorte du chef de l'État.

Mais à peine Tshisekedi avait-il quitté le Texas que la réalité de son pays se rappelait à lui : ses propos tenus à Houston, en marge du Mondial, où il a qualifié de « chien » son prédécesseur Joseph Kabila, lui ont été vivement reprochés. L'ancien président est désormais désigné comme l'ennemi numéro 1 du régime.

UN DÉSAVEU DES ÉGLISES SUR LE CHANGEMENT DE CONSTITUTION

Sur un autre registre, la Conférence épiscopale du Congo (Cenco), qui rassemble les évêques de toutes les provinces, a publié une sentence sans appel – avec cependant l'abstention de deux évêques du Kasaï – sur les projets de changement de Constitution du président. Les prélats congolais ont assuré avec fermeté qu'« ils ne voyaient ni la nécessité, ni l'urgence, ni l'opportunité de modifier la Constitution ».

Un désaveu alors que cette modification doit lui permettre de briguer un troisième mandat. En exprimant leur veto, les prélats catholiques ont fait preuve de constance : nul n'a oublié les nombreuses manifestations inspirées par les Églises en 2018 et visant à dissuader le président sortant Joseph Kabila de se représenter au terme de son deuxième mandat, qui, selon la Constitution, devait être le dernier. À l'époque, sous la pression de la rue, mais aussi face à la réprobation internationale et aux menaces de sanctions, Joseph Kabila s'était incliné, non sans regrets.

Fils de l'opposant historique Étienne Tshisekedi, qui a longtemps vécu à Bruxelles, où la famille s'était réfugiée, Félix Tshisekedi, désigné vainqueur contre Martin Fayulu en dépit de la probable victoire de ce dernier, avait été jugé plus conciliant, voire plus malléable, que Joseph Kabila par les Européens et les Belges. Ces derniers n'ont jamais pardonné à l'ancien président d'avoir cédé aux Chinois les mines du Katanga.

LA RÉPRESSION DES MANIFESTATIONS

Sur le plan intérieur, mais aussi à Bruxelles, Félix Tshisekedi, une fois président, s'est appuyé sur une importante communauté d'origine kasaïenne, la province d'origine de la famille Tshisekedi. Cette dernière dispose de relais anciens dans le monde politique bruxellois, dont plusieurs élus d'origine congolaise ayant acquis la nationalité belge. Ces amitiés de longue date pourraient expliquer la relative tolérance dont Bruxelles fait preuve à l'égard du régime actuel. L'actuel ministre belge des Affaires étrangères, Maxime Prevôt (démocrate-chrétien), fut cependant le seul dirigeant européen à protester contre la répression des dernières manifestations de l'opposition à Kinshasa, en juin, au cours desquelles des leaders comme Martin Fayulu ou Delly Sesanga furent frappés et blessés tandis que les jeunes militants des « Forces de progrès » ont été dénoncés comme étant une véritable milice au service du pouvoir.

La relative bienveillance dont Bruxelles continue de faire preuve à l'égard de Kinshasa contraste fortement avec les blâmes adressés au Rwanda pour le soutien apporté [aux rebelles du M23](#). Ces critiques ont entraîné la rupture des relations diplomatiques entre Kigali et Bruxelles tandis que le président Kagame a droit à

tous les honneurs en France et est désormais reçu en ami par le président, Emmanuel Macron.

En réalité, si Félix Tshisekedi désigne volontiers la Belgique comme son « deuxième Congo », c'est-à-dire sa « deuxième patrie », c'est sur Washington qu'il s'appuie réellement. Il a ouvert la voie aux entreprises états-uniennes qui lorgnent sur le coltan de Rubaya (Nord-Kivu), le lithium de Manono (Maniéma) et l'or de l'Ituri. Les États-Unis souhaitent également ouvrir des corridors économiques pour ramener vers les ports atlantiques, dont celui de Lobito, en Angola, les ressources minières de l'est du pays. Félix Tshisekedi a déjà réussi à provoquer de fortes pressions états-uniennes sur le Rwanda de Paul Kagame. Au lendemain des accords signés à Washington le 4 décembre 2025, les rebelles du M23 et leurs alliés rwandais ont interrompu leur descente vers le sud, en se retirant d'Uvira, la capitale du Sud Kivu.

UNE GUERRE QUI COÛTE DES MILLIARDS DE DOLLARS

Malgré tout, les combats se poursuivent sur les haut plateaux du Sud-Kivu : des soldats rwandais appuient les rebelles du M23 pour tenter de protéger des communautés tutsies, mais ils visent surtout les Forces démocratiques pour la défense du Rwanda (FDLR), fondées par des Hutus rwandais ayant participé au génocide des Tutsis du Rwanda de 1994. Ils sont de mieux en mieux introduits à Kinshasa (Jean-Luc Habyarimana, fils du président rwandais tué en 1994, a été reçu par le chef de l'État), et la réalité de leur présence militaire sur le terrain confirme les accusations du président Kagame selon lesquelles les FDLR restent une menace pour le Rwanda sans que Kinshasa s'en préoccupe.

Si les sanctions et les pressions états-uniennes ont réussi à bloquer la progression du M23 et à atténuer le soutien du Rwanda, les succès de l'armée congolaise elle-même demeurent bien hypothétiques. Pourtant, les moyens ne manquent pas : le centre de recherches congolais Ebuteli évalue à 13 milliards de dollars le « business de la guerre ». Même pourvue de nouveaux équipements, dont des drones de combat opérant depuis Kisangani, capitale de la Province-Orientale, l'armée congolaise est affaiblie par la méfiance, la corruption et les remaniements successifs. Elle est aussi minée par les arrestations d'officiers supérieurs soupçonnés d'être demeurés fidèles à leur ancien chef, Joseph Kabila.

Une large partie de l'opinion congolaise, nationaliste et attachée à l'unité du pays, souhaiterait que les provinces aujourd'hui sous la coupe des rebelles (depuis la chute de Goma en janvier 2025) reviennent sous l'autorité de Kinshasa, et elle s'inquiète des risques de sécession définitive, y compris de l'Ituri, dans le « grand Nord », où se croisent les troupes ougandaises et les trafiquants d'or amenant leur butin vers les banques de Kampala. Mais les FARDC engendrent peu de succès et s'en remettent à des mercenaires étrangers. Force est de constater l'érosion du crédit, voire de la légitimité des autorités de Kinshasa : elles sont accusées de corruption et de népotisme, surtout au Katanga, la province du cuivre.

CORRUPTION CONTRE STABILITÉ ET RÉUNIFICATION

Dans le même temps, les partisans de Joseph Kabila et les anciens cadres de son régime, s'ils n'ont pas quitté le pays, sont systématiquement humiliés ou arrêtés, et

leurs biens sont confisqués, à l'instar des propriétés de Kabila. Une telle politique d'exclusion, voire de persécution des tenants de l'ancien régime, fait, paradoxalement, reculer dans la mémoire populaire le souvenir des scandales financiers dénoncés du temps de Kabila par [des enquêtes telles que Congo hold-up](#)², les privilèges accordés à l'ami israélien Dan Gertler... Les contrats chinois eux-mêmes semblent appartenir à l'histoire. Reste le souvenir d'un pays qui, durant dix-huit ans, a été réuni et stabilisé. Les gabegies du temps présent et les avantages que s'accordent les caciques du régime actuel, [bien réels eux aussi](#), ne jouissent pas encore de la même couverture médiatique.

Cela dit, les citoyens congolais qui avaient fermé les yeux sur les faits de corruption du régime Kabila ne lui pardonnent pas aujourd'hui de s'être [rendu à Goma en passant par Kigali](#). Joseph Kabila est désormais accusé d'avoir pactisé avec Paul Kagame. Tshisekedi et ses partisans le désignent comme le parrain de toute l'opposition même si des leaders comme Moïse Katumbi, l'homme fort du Katanga, gardent soigneusement leurs distances.

Dans ce contexte, le verdict de la Cenco, qui repousse l'idée d'un troisième mandat pour Tshisekedi avec la même énergie que celle de 2018, ne manque pas de courage : le régime accuse déjà les prélats de collusion avec le Rwanda et leur reproche de réveiller une opinion publique qui se montre de plus en plus sensible aux arguments de la coalition dite « C64 » – en référence à l'article 64 de la Constitution congolaise qui stipule que « *tout Congolais a le devoir de faire échec à tout individu qui prend le pouvoir par la force ou l'exerce en violation de la présente Constitution* ».

UNE BASE QUI SE RÉTRÉCIT

Des ténors politiques comme Delly Sesanga, Martin Fayulu, Moïse Katumbi, ancien gouverneur du Katanga, l'ex-Premier ministre Matata Ponyo incarnent désormais une opposition bien décidée à contrer les ambitions d'un président qui veut organiser un référendum.

La base du régime Tshisekedi se rétrécit dangereusement. Elle se limite à une communauté, celle des Kasaïens, nombreuse, bien organisée et très présente dans la capitale mais pointée du doigt pour accaparer le fruit de la corruption. Une telle stigmatisation sur la base ethnique est dangereuse : elle s'était déjà traduite par des troubles lors de l'indépendance du pays (1960) ; au début des années 1990, elle avait mené à l'expulsion des Kasaïens venus chercher du travail au Katanga ; et elle pourrait conduire aujourd'hui à une nouvelle radicalisation des esprits...

Face à l'épidémie d'Ebola qui s'étend, à l'occupation du Nord-Kivu et du Sud-Kivu – dont l'administration parallèle se renforce –, aux purges et aux arrestations qui suscitent un malaise dans l'armée, au veto des évêques et à l'organisation de l'opposition politique, Félix Tshisekedi a préféré aller soutenir l'équipe nationale à Houston, assister à la prestation au stade de France (Paris) de la vedette Fally Ipupa, décoré de l'ordre du Léopard. Car il est vrai que, durant les deux années qu'il reste de la fin officielle de son deuxième mandat, les occasions de se réjouir risquent de se raréfier.

Vous avez aimé cet article ? Association à but non lucratif, *Afrique XXI* est un journal indépendant, en accès libre et sans publicité. Seul son lectorat lui permet d'exister. L'information de qualité a un coût, soutenez-nous (dons défiscalisables).

Faire un don

COLETTE BRAECKMAN

Reporter au service International du quotidien belge le « Soir », Colette Braeckman est spécialiste de l'Afrique centrale et des Grands... **(suite)**

Les articles présentés sur notre site sont soumis au droit d'auteur. Si vous souhaitez reproduire ou traduire un article d'Afrique XXI, [merci de nous contacter préalablement](#) pour obtenir l'autorisation de(s) auteur.e.s.

- ¹ Les Léopards ont été éliminés le 27 juin face à l'Ouzbékistan, lors de leur dernier match de poules.
- ² [Lire le « Dossier Congo hold-up » sur Mediapart, 4 octobre 2024.](#)
- ³ Les Léopards ont été éliminés le 27 juin face à l'Ouzbékistan, lors de leur dernier match de poules.
- ⁴ [Lire le « Dossier Congo hold-up » sur Mediapart, 4 octobre 2024.](#)